

La lutte contre le changement climatique exige une action immédiate, affirme Oxfam International

Tokayo, 7 juillet 2008 - Si les Chefs d'Etat du G8 ne se mettent pas d'accord dès à présent sur une série d'actions immédiates et des objectifs à moyen terme de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020, les promesses à long terme qu'ils pourraient faire aujourd'hui ne seront pas tenues, affirme Oxfam International. Oxfam International appelle également à une très forte augmentation des financements destinés à permettre aux pays en développement de s'adapter aux conséquences déjà connues du changement climatique, conséquences qui vont bien au-delà de celles prévues par le nouveau Fonds d'adaptation envisagé par le G8.

« Pour les millions de personnes pauvres qui subissent déjà les conséquences désastreuses du changement climatique, ce G8 offre une opportunité qui ne saurait être manquée », affirme Antonio Hill, spécialiste des questions climatiques à Oxfam International. « L'heure n'est pas à de nouvelles disputes en quête de responsabilité. **Il faut une action urgente pour faire en sorte que les émissions plafonnent rapidement dans les années qui viennent. Sinon, ce sont années de progrès dans la lutte contre la pauvreté qui seront remises en cause.** »

« Parler aujourd'hui de réductions d'émission à l'horizon 2050 sans rien faire aujourd'hui, c'est se bercer d'illusions », ajoute Antonio Hill. « **Le Canada, les Etats-Unis et le Japon tiennent le monde en otage** en refusant de tenir les objectifs de 2020 – et ce sont les pauvres qui payent. » La Chine, l'Inde et tous les autres pays en développement se sont déjà engagés à Bali à faire leur part. La plupart des pays en développement et les quatre pays européens membres du G8 sont d'accord pour tenir l'objectif de 2020. Cet objectif est donc la mesure du succès au G8.

Oxfam International reconnaît que le nouveau Fonds d'Investissement Climat pourrait aider les pays pauvres à s'adapter à des changements désormais inévitables, mais demeure très insuffisant : les besoins de l'Ethiopie seule pour compenser les conséquences immédiates et actuelles du changement climatique s'élèvent, par exemple, à 800 millions de dollars – alors que les pays riches n'ont pour l'instant promis que 170 millions de dollars au Fonds d'adaptation des Nations unies, destiné aux 49 pays les moins avancés.

Oxfam International met en cause le contraste entre le nouveau fonds « Clean Technology Fund » du G8 (4 à 5 milliards de dollars) et le Fonds d'adaptation (500 millions de dollars). « **Les priorités du G8 sont aberrantes** », affirme Jeremy Hobbs, directeur général d'Oxfam International. « Ils consacrent des milliards pour financer les investissements technologiques de leurs entreprises et trois fois rien pour permettre aux plus pauvres de s'adapter. Ils promettent de réduire les émissions à une date à laquelle aucun d'entre eux ne sera en vie, et, dans le même temps, ils refusent de faire face à la situation à laquelle ils sont confrontés dans les années qui viennent, pendant lesquelles ils peuvent eux-même faire la différence. »

Le changement climatique, enfin, n'est pas sans lien avec la hausse des prix alimentaires l'an dernier, selon Oxfam International. Selon une étude interne de la Banque mondiale, 75% de la hausse des prix alimentaires pourrait être attribuée au détournement des récoltes alimentaires vers les agrocarburants, en particulier, l'éthanol à base de maïs aux Etats-Unis et les agrocarburants en Europe. Les gouvernements continuent de les présenter comme des solutions au réchauffement climatique alors même que les scientifiques ont clairement mis en évidence le fait que les émissions en provenance de ces carburants sont similaires à celles des carburants à base de pétrole, affirme Oxfam International.

« **Les pays riches ne peuvent pas continuer de brûler de la nourriture alors que des millions de personnes sont affamées** », affirme Antonio Hill.

CONTACT PRESSE :

=> à Paris : Aldine FURIO / afurio@oxfamfrance.org / 01 56 98 24 45 ou 06 86 92 93 30

=> à Hokkaido : - Louis Belanger, attaché de presse Oxfam International, +81 80 2610 5564

- Luc Lamprière, directeur général d'Oxfam France, porte-parole d'Oxfam International, +81 (0)80 26 10 32 49 / llampriere@Oxfamfrance.org - luc.g8@docomo.ne.jp